

**CAC 40**

## **Grâce à la générosité de l'Etat, ça va bien pour les actionnaires**

mercredi 5 août 2009

En pleine crise économique et sociale, alors que chaque jour des milliers de salariés perdent leur emploi et des millions de salariés, de privés d'emploi et de retraités souffrent de l'insuffisance de leur pouvoir d'achat, la plupart des grandes sociétés françaises annoncent des résultats semestriels inattendus.

Total annonce un résultat net de 4,5 milliards d'euros, BNP-Paribas 3,2 milliards, EDF 2,9 milliards, France télécom 2,6 milliards, Danone 932 millions, LVMH 687 millions, Lafarge 370 millions... Même une entreprise comme Renault qui affiche une perte de 2,7 milliards dispose d'une trésorerie de 848 millions d'euros.

Les actionnaires et les financiers s'en réjouissent.

Ces résultats sont obtenus sur le dos des salariés qui ont subi chômage partiel, horaires aménagés, gel de salaire, fermetures de sites y compris chez les sous-traitants, etc. Ils sont aussi obtenus au détriment des investissements productifs qui sont indispensables pour sortir de la crise.

La plupart de ces entreprises ont aussi bénéficié directement ou indirectement de l'aide de l'Etat. Le cas des banques est à cet égard éloquent. A l'instar de BNP-Paribas qui a reçu de l'Etat une aide de plus de 5 milliards d'euros. Cette aide n'a pas été mobilisée au service de l'emploi et de l'investissement productif, notamment en direction des petites et moyennes entreprises. Les résultats de BNP-Paribas s'expliquent principalement par les opérations financières. Ce qui est encore plus scandaleux est que la direction de la banque s'apprête à distribuer des bonus considérables, pouvant atteindre 1 milliard d'euros, aux dirigeants et aux traders, c'est-à-dire ceux qui réalisent ces opérations financières.

Ces pratiques scandaleuses montrent que l'Etat doit revoir sa copie. Elles confirment aussi que les revendications des salariés et les propositions que porte la CGT sont totalement légitimes.

Pour la CGT, la priorité est de mobiliser tous les moyens au service de l'emploi et de l'investissement productif et pour assurer une sécurité sociale professionnelle. C'est indispensable compte tenu de la montée du chômage et de la précarité.

Montreuil, le 5 août 2009